



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°28 – du 10 au 16 septembre 2021

Fait marquant : Le gouvernement britannique reporte certains contrôles douaniers sur les importations en provenance de l'UE

Dans un communiqué, le ministre chargé des relations avec l'UE David Frost estime que ce « nouveau calendrier pragmatique » permettra aux entreprises se concentrer sur leur reprise post-pandémie plutôt que d'avoir à faire face à de nouvelles exigences à la frontière. Les déclarations et contrôles douaniers complets seront maintenus le 1er

janvier 2022, sans changement par rapport au calendrier précédent, même si les déclarations de sûreté et de sécurité ne seront désormais pas requises avant le 1er juillet 2022.

Selon le calendrier révisé, les formalités sanitaires et phytosanitaires (SPS) seront les suivantes. Au 1er janvier 2022, une pré-notification sera mise en place pour tous les produits SPS (produits d'origine animale et végétaux dits « réglementés »), sans exigence de certification par les autorités des pays exportateurs. Au 1er juillet 2022, une certification sera exigée pour tous les produits SPS (produits d'origine animale et végétaux dits « réglementés ») avec contrôle physique à la frontière. Cette annonce fait écho aux problèmes d'approvisionnements connus depuis plusieurs mois au Royaume-Uni, compte tenu notamment des pénuries de main d'œuvre dans le transport routier depuis la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE en début d'année.

LE CHIFFRE À RETENIR

99%

Le niveau d'activité au RU par rapport à la situation pré-Covid, selon la banque Jefferies

Les modalités de mise en œuvre de la nouvelle exigence de pré-notification, sans certificat au 1er semestre 2022, devront être précisées par les Britanniques, notamment pour définir qui sera responsable de cette pré-notification et quelles informations devront être notifiées.

Actualité macro-économique

L'inflation a accéléré en août pour atteindre 3,2 %, contre 2 % en juillet et un consensus à 2,9 % – L'inflation sous-jacente s'est également établie en hausse pour atteindre 3,1 %, contre 1,8 % en juillet. Cette accélération s'explique principalement par l'anniversaire du dispositif d'aide à la consommation *Eat Out to Help Out*, entraînant une hausse importante des prix des services de restauration (+7,9 % en août contre +1,4 % en juillet). Les pressions sur les chaînes logistiques ont également eu des conséquences : la croissance des prix des voitures d'occasion a atteint 18,3 %, en raison d'une pénurie de voitures neuves. L'inflation devrait continuer d'accélérer, soutenue en octobre par la hausse des prix de l'énergie (+12,2 % sur le plafond imposé par le régulateur Ofgem) et la hausse du taux de TVA de 5 % à 12,5 % pour les secteurs du divertissement et de l'hôtellerie-restauration. Les prix de l'alcool et du tabac pourraient également augmenter, une hausse des accises sur ces produits étant attendue lors du *Budget* d'octobre. Le consensus anticipe la croissance des prix au-delà de 4 % d'ici la fin de l'année.

Le taux de chômage a continué de diminuer, s'établissant à 4,6 % en juillet contre 4,7 % en juin – Le taux d'emploi a augmenté de 0,5 % en juillet, soit une hausse de 183 000 personnes en emploi. Cette tendance devrait s'affirmer jusqu'à la fin du T3, comme l'illustre l'augmentation des nombres d'employés enregistrés dans le système de prélèvement des impôts à la source (PAYE) en

août (+241 000). Le nombre de postes vacants a atteint un nouveau record, à 1,4 million en août. En revanche, la fin du dispositif de chômage partiel pourrait inverser la tendance, 5,4 % des employés bénéficiant encore de ce dispositif fin juillet. Le cabinet Pantheon Macroeconomics s'attend à une hausse du taux de chômage à 5 % au T4, après 4,3 % au T3 2021. La croissance moyenne des salaires a quant-à-elle légèrement ralenti, à 8,3 % en juillet contre 8,8 % en août.

Les dépenses des ménages ont diminué de plus de 100£ par semaine pendant la pandémie – En moyenne, les ménages britanniques ont réduit leurs dépenses de 19 % par semaine pendant la pandémie, soit 109 £, selon l'[Office for National Statistics](#). Si la réduction des dépenses a été mécanique pour certains ménages en réponse aux restrictions imposées, l'institut statistique estime qu'un tiers des Britanniques auraient réduit leurs dépenses en raison d'une baisse de revenus. La baisse des dépenses a été plus marquée pour les ménages riches, les dépenses ayant diminué de 20,6 % pour le cinquième quintile de revenus, contre 12,5 % pour le premier quintile. Les dépenses allouées au secteur de l'hôtellerie-restauration sont celles qui ont été le plus déprimées par la pandémie (-4,6 % pour le premier quintile, -6,6% pour le cinquième), alors que les dépenses en produits alimentaires ont augmenté (+1,5 % pour le premier quintile, +0,9 % pour le cinquième).

Le Chancelier réfléchit à l'allocation des crédits ministériels en amont de la revue des dépenses – R. Sunak a confirmé auprès des départements ministériels qu'il souhaitait améliorer les perspectives des finances publiques à moyen terme, et qu'aucun crédit supplémentaire ne

serait disponible au-delà du total alloué lors du *Budget* de mars 2021, à moins de le financer par une hausse de la fiscalité (cf le plan de financement du secteur de la santé et de la dépendance la semaine dernière). L'allocation des dépenses totales doit cependant encore être décidée et devrait soutenir l'ambition de nivellement par le haut du gouvernement. Selon le *Financial Times*, afin de débloquer des financements pour cet objectif, R. Sunak aurait déjà décidé de supprimer un dispositif d'aide à la création d'entreprises pour les personnes au chômage (*New Enterprise Allowance*, coût de 250 M£ depuis 2011) ainsi que d'enterrer le plan de création d'un tunnel entre l'Ecosse et l'Irlande du Nord (coût estimé à 15 Md£), qui avait été proposé par B. Johnson. La revue des dépenses sur trois ans sera présentée le 27 octobre, en parallèle du projet de loi de finances.

Actualité commerce & investissement

Le Royaume-Uni et l'ASEAN ont publié [une déclaration conjointe](#) en vue de définir leur coopération économique future – Cette déclaration réaffirme l'engagement du Royaume-Uni de 1M£ au titre du *Covid-19 ASEAN Response Fund* et de 4,8M£ afin de soutenir certains pays de la région (Cambodge, Laos, Birmanie et Vietnam). En réponse aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, les deux partenaires s'engagent à participer activement aux discussions afférentes de l'OMC et du G7 et à assurer le respect des règles commerciales. La déclaration met en exergue les diverses activités entreprises par le Royaume-Uni au soutien des membres de l'ASEAN sur la reconnaissance des standards internationaux et l'innovation numérique et technologique avec le lancement de *l'ASEAN-UK Digital Innovation*. Le Royaume-Uni a également organisé une formation sur les services financiers, dont notamment le développement des *FinTechs*

dans les Etats membres. Pour mémoire, en août dernier, le Royaume-Uni est devenu un partenaire de dialogue de l'ASEAN.

Le 13 septembre dernier, l'ex-ministre au commerce international Elizabeth Truss a rencontré son homologue indien Piyush Goyal pour discuter de la portée du futur accord de libre-échange (ALE) – Ils ont convenu des futures étapes, dont notamment l'établissement de groupes de travail sur le commerce dans le courant du mois à la lumière des résultats de la consultation menée par le DIT sur un futur ALE. Les conclusions de cette consultation seront publiées avant le début des négociations. En outre, Piyush Goyal a précisé que les négociations formelles commenceront le 1^{er} novembre prochain et prévoit la conclusion d'un accord intérimaire en mars 2022. Cet accord intérimaire devrait inclure des concessions tarifaires ou d'accès au marché sur des « produits et services hautement prioritaires ».

Dans son dernier discours en tant que ministre au commerce, Elizabeth Truss promeut la nouvelle stratégie commerciale du Royaume Uni – Cette dernière s'inscrit dans les évolutions les plus récentes du commerce international s'inspirant du [rapport Global Trade outlook](#), publié le même jour, établissant trois grandes tendances, dans un environnement économique marqué par le basculement de la croissance mondiale vers l'Asie : la croissance globale de la classe moyenne d'ici 2030, le développement du commerce digital et l'augmentation de la demande mondiale pour l'industrie à haute valeur ajoutée dans laquelle le Royaume-Uni excellerait. De fait, Elizabeth Truss a insisté sur l'adoption d'une stratégie « offensive », qui verrait le Royaume-Uni se saisir des opportunités offertes par le commerce international. Plus précisément, cette stratégie s'illustre par les négociations en cours avec le Mexique, Canada, les pays du Golfe et l'Inde ou encore la publication prochainement d'un accord de principe avec la Nouvelle-Zélande. Concernant l'exclusion des objectifs climatiques de l'accord avec l'Australie, Elizabeth Truss a garanti l'introduction d'une clause liée au climat sans en préciser sa teneur exacte.

Anne-Marie Treveylan (ex-secrétaire d'Etat à l'énergie) est nommée Ministre au commerce international dans le cadre du remaniement ministériel opéré mercredi par Boris Johnson – Connue pour son euroscepticisme affirmé, elle fait campagne en faveur du Brexit lors du référendum de 2016. Dans son ancien rôle de secrétaire d'Etat à l'énergie, elle était chargée de la dimension « adaptation et résilience » en vue de la présidence britannique de la COP26 en novembre prochain.

Le gouvernement britannique annonce un accord de 10Md£ entre son Office for Investment et le fonds souverain Mubadala – Ce nouvel [accord](#) vient renforcer le *UAE-UK Sovereign Investment Partnership* prévoyant un investissement de 800M£ de Mubadala dans le domaine scientifique, et entraînera une augmentation significative des investissements dans les secteurs de la technologie, des infrastructures et de la transition énergétique au Royaume-Uni. En parallèle, le gouvernement britannique a également [annoncé](#) l'octroi d'un financement vert de 31 M£ accordé par UKEF pour achever la construction du nouveau siège social vert de la société de gestion environnementale *Bee'ah* aux Emirats arabes unis.

Actualité financière

Réglementation financière et Marchés

La Financial Conduct Authority (FCA) lance une campagne d'informations pour encourager les particuliers à utiliser leurs liquidités – Le régulateur financier a [lancé](#) cette semaine une stratégie de sensibilisation à destination des épargnants au Royaume-Uni. L'institution considère que l'ensemble de l'épargne non mobilisée dans les circuits d'investissement est

trop importante et est exposé à une perte de valeur à raison de l'inflation dynamique. D'ici 2025, elle entend notamment réduire de 20% le nombre de Britanniques (8,6 M actuellement) possédant plus de 10 000 livres en liquidités. Cette ambition sera assorti d'un budget de 11 millions de livres, qui servira aussi à sensibiliser les épargnants aux conséquences négatives des investissements risqués. Le régulateur aimerait diminuer de moitié le nombre d'investissements à hauts risques à horizon 2025.

Les géants du cloud pourraient être amenés à devoir faire des tests de résilience selon la BoE – Selon des propos rapportés par [Reuters](#), la banque centrale s'inquiète de la dépendance des banques à quelques entreprises (principalement Amazon et Google) pour l'utilisation *cloud* dans des services bancaires de plus en plus critiques, et de l'impact qu'une panne de l'une d'entre elles pourrait avoir sur la stabilité financière. Ces sociétés technologiques devraient se conformer à des normes et des tests de résilience minimaux selon V. Saporta, directrice exécutive de la BoE pour la surveillance prudentielle.

La directrice du Trésor britannique en charge des services financiers démissionne de son poste pour rejoindre Barclays – La nomination de K.Braddick en tant que « policy director » de la banque devra toutefois être examinée et approuvée par le comité officiel (*l'Advisory Committee on Business Appointments*) en charge de vérifier la compatibilité avec ses anciennes fonctions publiques.

Une responsable de la Banque d'Angleterre (BoE) évoque des délais dans le chantier de mise en œuvre des règles de Bâle – Selon des propos rapportés par [Reuters](#), Victoria Saporta a souligné les « défis » liés à la mise en œuvre d'ici janvier 2023 des nouvelles normes de Bâle 3, déjà été décalée d'un an en raison de la crise. V. Saporta a indiqué que ces travaux techniques étaient complexes et ne seraient peut-être pas finalisés dans le calendrier envisagé.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Quentin Bon, Jeanne Louffar, et Sophia Milliaud
Revu par Thomas Ernoult
Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr